

## Burundi : Le secteur du bâtiment a encore souffert de la crise politique

PANA, 25 mai 2019 Le coût de construction des logements neufs à Bujumbura en hausse de 0,6% au mois d'avril Bujumbura, Burundi - Le coût de construction des logements neufs à Bujumbura, la capitale économique du Burundi, a connu une augmentation de 0,6% en avril par rapport au mois précédent, suite à la hausse des prix de location du matériel de 3,9% et de celle des matériaux de construction de 0,5%, selon l'Indice du Coût de Construction de logements neufs au Burundi (ICCLB), publié jeudi par l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Par contre, la composante « moyens de gestion » a observé une baisse de 1,6% par rapport au mois précédent, d'après la même source. Les types de matériaux de constructions ayant influé à la hausse sont les briques et moellons (1,5%), la vitrerie (1,8%), les liants hydrauliques (0,9%) et la menuiserie (0,4%). Par contre, la composante « main-d'œuvre » n'a connu aucune variation, en comparaison avec le mois de mars. S'agissant de la composante « matériel de location du matériel », elle a connu une hausse de 3,9%, influencée par le coût du matériel et le matériel de coffrage. Au cours du trimestre ayant pris fin en avril dernier, l'ISTEEBU fait savoir que le coût de construction des maisons à usage d'habitation observe une diminution de 0,4% par rapport au trimestre précédent (ayant pris fin au mois de janvier). Cette diminution provient de celle de la main-d'œuvre (-1,7%) et des matériaux de construction (-0,4%), explique l'ISTEEBU. Dans le détail, les types de matériaux de constructions ayant influé à la baisse sont les fers à béton (- vitrerie (-2,8%) et les agrégats (-1,9%). La composante « main-d'œuvre » a connu une baisse de 1,7% par rapport au trimestre précédent. La composante « matériel et location du matériel » a connu une hausse de 3,9%, influencée par le coût du matériel. Au Burundi, la crise politique, suite aux élections controversées et aux maillades de violences de 2015, n'a pas épargné le bâtiment, de l'avis général des opérateurs du secteur. Sur 150 entreprises de construction enregistrées, sont devenues inactives sous les effets conjugués de la crise sociopolitique, la dépréciation de la monnaie nationale, la flambée des prix des matériaux de construction et le gel des investissements, principalement publics, reconnaît-on du côté de la chambre sectorielle du bâtiment et des travaux publics. Le secteur du bâtiment a encore souffert du gel de la coopération technique et financière internationale avec le Burundi cause de la même crise politique et des droits humains. Au quotidien, cette situation pénalise un large éventail d'intervenants, notamment les entreprises de construction, les architectes, les commerçants grossistes et détaillants des matériaux de construction, les maçons, les charpentiers, les menuisiers ou encore les peintres, se lamentent-ils. Certaines entreprises ont décidé de suspendre l'essentiel de leurs activités ou de changer carrément de métier. Par ailleurs, le peu d'entreprises encore en activité plaignent des difficultés à recouvrer les créances, surtout auprès de l'Etat. Une fois la crise politique terminée, nombreux sont ceux qui appréhendent des difficultés considérables pour le Burundi qui accusait déjà un manque criant d'infrastructures, notamment les édifices publics, les routes, les hôpitaux, les écoles, les universités, les ports, les aéroports, les centres de noces, les gares routières ou encore le chemin de fer.